



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DE
Pfeifer Timber GmbH

I. Champ d'application/application des conditions de vente/conditions du client/forme écrite :

Champ d'application/application des conditions générales de vente

1. Les présentes conditions générales de vente (« CGV » dans la suite du document) sont partie intégrante de toutes nos offres, confirmations de commande/contrats portant sur les livraisons de notre marchandise et nos fournitures de prestations (« objet de la livraison » dans la suite du document). Les présentes CGV régissent également nos prestations accessoires, telles que le montage en cas de livraison à l'achat ou en usine et autres prestations complémentaires (service de conseil par exemple).
Les CGV ne s'appliquent qu'à la condition que le client soit un entrepreneur (conformément à l'article 14 du Code civil allemand), une personne morale de droit public ou un établissement autonome de droit public.
2. Sous réserve d'accord contraire, les présentes CGV s'appliquent dans leur version en vigueur au moment de la commande par le client ou, en tout état de cause, dans la dernière version qui lui a été fournie sous forme de texte, à titre d'accord-cadre également pour les contrats à venir de même nature, et ce sans que nous soyons tenus de le rappeler à chaque fois.

Conditions du client

3. Les conditions (d'achat) du client contraires, complémentaires ou dérogeant aux présentes conditions ne peuvent constituer une partie intégrante du contrat que si et dans la mesure où nous en avons au préalable approuvé expressément la validité par écrit. Cette clause de consentement s'applique dans tous les cas, notamment lorsque nous effectuons pour le client une livraison sans réserve en toute connaissance des conditions (d'achat) de ce dernier. Toute référence de notre part à un courrier du client (commande du client par exemple) où figurent des conditions (d'achat) du client ou qui renvoie à de telles conditions ne vaut pas acceptation de la validité des dispositions en question.

Forme écrite/primauté de l'accord individuel et du contrat principal

4. Les déclarations et annonces du client ayant un effet juridique, faites en rapport avec le contrat (fixation d'un délai, avis de défaut, rétractation ou réduction par exemple), doivent être adressées par écrit ou sous forme de texte (courrier, courrier électronique, fax par exemple). Il n'est pas dérogé aux exigences légales concernant la forme et les autres moyens de preuve, notamment en cas de doute quant à la légitimité du déclarant.
5. Les indications relatives à l'application de dispositions légales sont fournies aux seules fins de clarifier la situation. Ainsi, même sans une telle clarification, les dispositions légales s'appliquent pour autant qu'elles ne soient pas directement amendées ou expressément exclues par les présentes CGV.
6. Les accords particuliers convenus avec les clients au cas par cas (y compris les accords annexes, les compléments et les modifications) prévalent dans tous les cas sur les présentes CGV. Un contrat écrit ou notre confirmation écrite fait foi quant au contenu de tels accords, pour autant qu'ils existent et sous réserve de la preuve du contraire.
7. Lorsque des dispositions du contrat principal (en général sous la forme d'une confirmation de commande) entrent en contradiction avec les présentes conditions générales, les dispositions du contrat principal prévalent.

II. Offres/conclusion du contrat/clause d'exhaustivité :

1. Nos offres sont sans engagement.
2. Les renseignements contenus dans nos offres ainsi que dans les documents qui y sont joints (prospectus, catalogues, etc.) et portant sur les dimensions, les poids, les performances, la capacité de charge et les autres caractéristiques des produits ne constituent pas des garanties ou des propriétés garanties. Elles ne représentent des caractéristiques de l'objet de la livraison et ne font partie du contrat que lorsqu'elles sont stipulées dans la confirmation de commande ou confirmées dans d'autres accords écrits. Cette règle s'applique également aux dessins, schémas, plans, illustrations, dimensions, poids et autres données relatives aux prestations qui sont fournis par le client ou ses auxiliaires d'exécution préalablement à la conclusion du contrat. Vous trouverez également des informations générales concernant nos produits sur notre site Internet www.pfeifergroup.com. L'article VIII. fournit des explications sur et règle la question des autres aspects relatifs aux caractéristiques techniques ou qualitatives des produits que nous livrons.

Conclusion du contrat

3. La commande par le client de l'objet de la livraison vaut offre de contrat ferme.
4. La commande est réputée acceptée par nous dès que nous avons reçu une confirmation écrite (confirmation de commande par exemple), que nous avons émis un avis d'expédition ou une facture ou que nous avons livré l'objet de la livraison au client.

Clause d'exhaustivité

5. Tous les accords convenus entre nous et le client aux fins de l'exécution de ce contrat y sont stipulés par écrit.

III. Délai de livraison/transaction à terme fixe/réserve d'approvisionnement propre/rétractation/force majeure :

Délai de livraison

1. Le délai de livraison est convenu au cas par cas ou est stipulé par nous au moment de l'acceptation de la commande (dans la confirmation de commande en règle générale).
2. Le délai de livraison que nous indiquons à l'acceptation de la commande ne commence pas à courir avant que tous les détails techniques soient réglés et que nous ayons obtenu tous les documents, autorisations administratives ou autres que le client est tenu de se procurer, ni avant que les conditions de paiement convenues et toute autre obligation dont doit s'acquitter le client au préalable soient remplies. Si ces obligations du client ne sont pas remplies dans les délais impartis, le délai est prolongé d'une durée appropriée, pour autant que nous ne puissions être tenus responsables du retard.
3. La demande et l'obtention des autorisations administratives ou autres nécessaires n'entrent pas dans le cadre de nos obligations de prestation, sauf accord contractuel contraire.

Transaction à terme fixe

4. Si une échéance concrète (date et, le cas échéant, heure) de livraison est convenue entre le client et nous, il est entendu qu'aucune transaction à terme fixe, au sens juridique du terme, ne doit être convenue par ce biais et que les effets juridiques d'une transaction à terme fixe doivent être exclus. Il n'y a transaction à terme fixe que lorsque l'échéance de livraison est expressément désignée comme telle ou qu'il découle de toute autre circonstance que la transaction doit être conclue ou échue avec la prestation fournie dans les délais.

Réserve d'approvisionnement propre/rétractation

5. Si, pour des raisons indépendantes de notre volonté, nous ne sommes pas en mesure de tenir des délais de livraison fermes (indisponibilité de l'objet de la livraison par exemple), nous en avisons le client et lui faisons part, par la même occasion, du nouveau délai de livraison prévu. Si la livraison n'est toujours pas disponible au cours du nouveau délai de livraison, nous sommes en droit de nous retirer du contrat en totalité ou en partie ; nous procédons alors au remboursement de toute contrepartie déjà fournie par le client dans un délai raisonnable. Est notamment considéré comme constituant un cas d'indisponibilité de l'objet de la livraison au sens entendu dans les présentes, le fait que notre fournisseur ne nous livre pas dans les délais impartis, que nous avons conclu une opération de couverture et que ni nous ni notre fournisseur n'en sommes responsables ou que nous ne sommes pas tenus par une obligation d'approvisionnement dans le cas particulier.

Force majeure

6. Les guerres, les émeutes, les conflits sociaux licites, les décisions administratives, les pénuries d'énergie et de matières premières, les problèmes de circulation et les perturbations inévitables de l'exploitation, les épidémies ou les pandémies (y compris les décisions administratives en découlant) ainsi que tous les autres cas de force majeure (y compris chez nos fournisseurs) et les événements inévitables dont nous ne sommes pas responsables nous libèrent de l'obligation de livraison pour la durée du problème et selon l'ampleur de ses effets. Dans le cadre des dispositions légales, le client ne peut résilier le contrat en invoquant un retard de livraison que si ce retard peut nous être imputé ou s'il ne peut être attendu du client qu'il respecte le contrat. La règle ci-dessus s'applique sans préjudice d'une modification de la charge de la preuve au détriment du client.

IV. Retard de livraison/indemnité forfaitaire en cas de retard de livraison et de réception :

Retard de livraison

1. Dans le cas d'un retard de livraison, notre responsabilité est engagée conformément aux dispositions légales, pour autant que nous ayons enfreint de manière fautive des obligations contractuelles essentielles ou que nous, nos représentants ou nos auxiliaires d'exécution avons agi par négligence grave ou de manière intentionnelle. Dans le cas d'un retard de livraison, notre responsabilité est engagée conformément aux dispositions légales, dans la mesure où nous avons manqué, de manière fautive, à des obligations contractuelles essentielles ou que nous, nos représentants ou nos auxiliaires d'exécution avons fait preuve de négligence grave ou de malveillance intentionnelle. Sauf intention, notre responsabilité en matière de dommages et intérêts est limitée au dommage prévisible caractéristique.
2. Si nous nous retrouvons en situation de retard de livraison, nous sommes responsables, sans préjudice de l'article III. 2., en cas de transaction à terme fixe au sens de l'article 286, paragraphe 2, no. 1, du Code civil allemand (BGB) ou de l'article 376 du Code de commerce allemand (HGB), conformément aux dispositions légales. En cas de retard de livraison de notre fait, cette règle s'applique également si le client a perdu tout intérêt légitime à la réalisation du contrat.

Indemnité forfaitaire en cas de livraison

3. En cas de retard de livraison, nous sommes par ailleurs responsables, au titre d'une indemnité de retard forfaitaire, à concurrence de 0,5 % de la valeur nette de la commande indiquée dans la confirmation de commande pour chaque semaine de retard complète, sans toutefois dépasser 5 % au total de la valeur nette

de la commande de la marchandise livrée en retard. Nous nous réservons le droit d'apporter la preuve que le client n'a subi aucun préjudice ou que le préjudice subi est nettement inférieur à l'indemnité forfaitaire susmentionnée. Il n'est pas dérogé aux autres prétentions et droits légaux du client ainsi qu'à nos droits légaux, en particulier en cas d'exclusion de l'obligation de prestation (en raison de l'impossibilité ou du caractère déraisonnable de la prestation ou de l'exécution ultérieure, par exemple).

Indemnité forfaitaire en cas de retard de réception

- 4. Si le client tarde à accepter la livraison, s'il se montre peu coopératif ou si notre livraison est retardée pour d'autres motifs imputables au client, nous sommes en droit d'exiger la réparation du préjudice en résultant, y compris le remboursement des dépenses supplémentaires engagées (frais de stockage par exemple). Nous facturons à cet effet une indemnité forfaitaire de 0,5 % par semaine calendaire complète avec un maximum de 5 % de la valeur nette convenue de la commande, à compter du délai de livraison ou – à défaut de délai de livraison – de l'avis de mise à disposition de la marchandise. Cette règle ne remet pas en cause la production de preuves d'un dommage plus important ni nos prétentions légales (remboursement des dépenses supplémentaires, indemnisation convenable, résiliation, rétractation). L'indemnité forfaitaire est à déduire de toute autre prétention pécuniaire. Le client est en droit d'apporter la preuve que nous n'avons subi aucun préjudice ou que le préjudice subi est nettement inférieur à l'indemnité forfaitaire susmentionnée.
- 5. Les règles ci-dessus s'appliquent sans préjudice d'une modification de la charge de la preuve au détriment du client.

V. Livraison/transfert des risques/livraison partielle :

Livraison

- 1. Le lieu de livraison, le lieu du transfert des risques, la partie au contrat de transport, l'assurance pour le transport et le point de destination sont définis par la clause des Incoterms 2020 adoptée dans la confirmation de commande et par les éventuels accords dérogatoires à la clause des Incoterms 2020 adoptée qui y sont éventuellement régis.
- 2. Faute de clause Incoterm explicitement convenue dans la confirmation de commande, la livraison a lieu FCA (= « franco transporteur (lieu de livraison dans l'usine de production de l'entreprise Pfeifer) ») Incoterms 2020.
- 3. Si la livraison a lieu CPT conformément à la confirmation de commande, les dispositions applicables sont les suivantes : Les dispositions des Incoterms « CPT 2020 » (en ce qui concerne notamment la livraison, le transfert des risques, les coûts) sont toujours applicables, peu importe que nous concluons ou non un contrat de transport ou que nous nous chargions nous-mêmes du transport.
- 4. Sauf accord contraire par écrit, le choix du lieu d'expédition et de l'itinéraire ainsi que du moyen de transport nous appartient, à notre discrétion, sans que nous ne puissions être tenus responsables pour un transport le moins cher et le plus rapide possible.
- 5. Le déchargement de la marchandise du moyen de transport est du ressort du client, pour autant qu'il n'en soit pas convenu autrement dans la confirmation de commande. Le client est tenu de s'assurer qu'à l'heure d'arrivée prévue pour le moyen de transport, la marchandise soit bien déchargée par des professionnels compétents et avec tout l'équipement technique de rigueur (chariot élévateur, grue, etc.) dans le délai convenu pour le stationnement/déchargement. Si le temps imparti pour le stationnement/déchargement est dépassé, la durée d'immobilisation du moyen de transport sera facturée en supplément au client conformément à notre confirmation de commande.

Transfert des risques

- 6. Si, à la demande du client, l'objet de la livraison est acheminé vers une autre destination (vente à distance), le risque est transféré au client dès que l'objet de la livraison a été remis dans notre entrepôt à l'entreprise en charge du transport ; cette disposition s'applique également lorsque nous prenons à notre charge les frais de transport ou que nous recourons à nos propres moyens de transport. Pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une dette portable, nous souscrivons – à la demande du client – pour la livraison une assurance transport, dont les coûts sont à la charge du client.
- 7. Le transfert au client du risque de perte fortuite et de détérioration fortuite de la marchandise a lieu (au plus tard) lors de la remise de cette dernière au point de livraison. Si, en cas de livraison EXW, le client a été notifié que la marchandise était prête à être enlevée, celle-ci est entreposée, à compter de cet instant, aux frais et risques du client.
- 8. Notre marchandise peut être emballée. La marchandise, qu'elle soit emballée ou non, doit être stockée par le client à compter du moment où elle est déchargée du moyen de transport, à l'abri des intempéries et notamment de l'humidité. Cette règle s'applique même si la marchandise doit être installée immédiatement après avoir été déchargée et que l'emballage éventuel a été ouvert en vue de l'installation.

Livraison partielle

- 9. Nous sommes en droit d'effectuer des livraisons partielles raisonnables.
- 10. Notre obligation de livraison est toujours conditionnée à une réserve portant sur notre propre approvisionnement ponctuel et conforme (voir III. 4.).

VI. Prix et coûts/conditions de paiement et retard de paiement/rétractation/adaptation des prix :

Prix et coûts

- 1. Sauf accord contraire, nos prix s'entendent en euros, majorés de la TVA au taux légal en vigueur à la date de facturation « départ usine ». Les frais de transport, d'emballage spécial (conteneur par exemple), de douane, d'importation, d'assurance et les taxes annexes sont à la charge du client, sauf accord contraire.
- 2. Dans le cas d'une vente à distance conformément à l'article V. chiffre 6., le client prend à sa charge les frais de transport au départ de l'entrepôt ainsi que les frais d'assurance transport.
- 3. Le client est tenu, à notre demande, de mettre à notre disposition tous les documents nécessaires exigés par les autorités fiscales ou douanières compétentes, attestant d'une exportation exonérée d'impôt ou d'une prestation intracommunautaire.
- 4. Tous les impôts, taxes, droits de douane et autres frais, dont nous sommes redevables du fait de l'exécution du contrat dans le pays de destination des prestations contractuelles, sont à la charge exclusive du client, sauf accord contraire et si nous ne sommes en rien responsables de ces frais. Le client déclare accepter de payer ou de nous rembourser les impôts, taxes, droits de douane et autres frais susmentionnés, dont nous pouvons être redevables en conséquence. Cette disposition s'applique également aux impôts, taxes, droits de douane ou autres frais, dont nous sommes redevables dans les pays de transit, pour autant que nous ne les ayons pas expressément pris en charge ou que nous n'en soyons pas responsables.

Conditions de paiement et retard de paiement

- 5. Si, sur la base d'un accord spécifique, nous acceptons les chèques ou lettres de change, nous le faisons uniquement aux fins d'exécution, mais sans tenir lieu d'exécution ; les éventuels frais de chèque ou de lettre de change sont à la charge du client. Un chèque est considéré comme encaissé uniquement lorsque le compte de l'émetteur a été débité, que le compte du bénéficiaire du chèque a été crédité et que la banque ne peut plus annuler l'écriture de débit.
- 6. Sauf accord contraire, le prix d'achat doit être payé sans déduction dans un délai de 10 jours à compter de la date de facturation. Ceci vaut également pour les livraisons partielles. Nous sommes cependant autorisés à tout moment, même dans le cadre d'une relation commerciale en cours, à effectuer une livraison totale ou partielle uniquement contre paiement anticipé ; ceci sera spécifié dans l'offre faite au client.
- 7. A l'expiration du délai de paiement susmentionné (VI. chiffre 6.), le client est en retard de paiement. Au cours de la période de retard, le prix d'achat doit être majoré d'intérêts au taux légal en vigueur. Nous nous réservons le droit de faire valoir des dommages et intérêts supplémentaires pour cause de retard. Il n'est pas dérogé à notre prétention au paiement d'intérêts à partir de l'échéance (article 353 du Code de commerce allemand) à l'égard des commerçants.
- 8. A défaut d'instructions contraires, les paiements reçus seront utilisés, à notre discrétion, afin de régler la dette la plus ancienne ou la moins garantie.
- 9. La remise en cause, imputable au client, de notre droit à contrepartie nous autorise en outre, dans la mesure où nous avons déjà fourni nos prestations, à exiger le paiement immédiat de toutes nos autres créances envers le client.

Rétractation

- 10. Un non-respect, imputable au client, des conditions de paiement convenues, des retards de paiement non négligeables ainsi qu'une remise en cause de notre droit à contrepartie, constatable seulement après la conclusion du contrat, en raison d'un défaut de capacité de prestation du client, par exemple en raison d'une demande d'ouverture de procédure d'insolvabilité sur les biens du client, nous confèrent le droit de suspendre les livraisons en souffrance et de ne les effectuer que contre paiement anticipé ou constitution de garanties. Si, en cas de remise en cause de notre droit à contrepartie, le client ne donne pas suite, dans un délai raisonnable, à notre demande de fournir, à sa discrétion, la contrepartie ou une garantie, nous pouvons nous retirer du contrat après expiration du délai, sans préjudice d'autres droits légaux, si les conditions légales sont par ailleurs remplies. Il n'est pas dérogé aux dispositions légales sur les dispenses de l'établissement d'un délai.
- 11. En cas de contrats portant sur la fabrication de biens non fongibles (fabrication par pièces uniques), nous pouvons nous retirer du contrat dans les cas prévus à l'article VI. chiffre 10. avec effet immédiat.

Ajustement des prix

- 12. Dans le cas de contrats, dont le délai entre la conclusion du contrat et la livraison est, comme convenu, supérieur à trois mois, nous nous réservons le droit de procéder à un ajustement correspondant de nos prix finaux lorsque des baisses ou hausses de coûts interviennent après la conclusion du contrat, en particulier des coûts de transport ou en raison de modifications des prix des matériaux. Sur demande, nous apportons au client la preuve de ces motivations et des bases servant à fixer les prix respectifs.
En cas de contrats de livraison successifs ainsi que de commandes sur appel, nous appliquons nos prix catalogue en vigueur le jour de la livraison.

VII. Compensation et rétention :

La compensation au moyen de créances en contrepartie par le client est exclue, pour autant que ces créances n'aient pas été constatées par une décision légale ayant force de chose jugée, ne sont pas contestées ou reconnues par nous. Le client n'est en outre autorisé à exercer un droit de rétention que dans la mesure où une contre-prétention sous forme de créance monétaire est fondée sur le même rapport contractuel.

VIII.Responsabilité pour vices matériels :

Principes de la responsabilité pour vices matériels

- 1. Le bois est un produit naturel. Le bois gonfle et se rétracte au fil des variations de l'humidité ; un tel phénomène constitue l'une de ses caractéristiques essentielles. Il est donc impossible d'empêcher entièrement les déformations causées par le gonflement et le retrait. La palette des différences naturelles de coloration, de structure et autres (grain et couleur du bois) au sein d'une même essence de bois est inhérente au produit naturel qu'est le bois et ne constitue nullement un défaut.
- 2. Notre responsabilité pour les défauts se fonde sur l'accord conclu concernant la nature de la marchandise, eu égard au produit naturel qu'est le bois (voir ci-dessus VIII. 1.). En l'absence d'accord concernant la qualité, la présence ou non de défauts doit être évaluée sur la base de la réglementation légale (art. 434 al. 1 p. 2 et p. 3 du Code civil allemand).
- 3. Les renseignements contenus dans nos brochures de produits sont sujets aux restrictions prévues par l'article II. chiffre 2., sauf si cela est expressément convenu autrement dans nos offres ou confirmations de commande. Notre responsabilité pour vices matériels est exclue dans le cas de défauts résultant d'une mauvaise manipulation ou d'un stockage inapproprié de la marchandise par le client après la remise de la marchandise au client (voir par exemple ci-dessus V. chiffre 7).
- 4. Nous déclinons en principe toute responsabilité concernant les défauts dont le client a connaissance au moment de la conclusion du contrat ou qu'il ignore par suite d'une négligence grave (art. 442 du Code civil allemand). Les droits du client en cas de vice présupposent en outre que celui-ci se soit dûment acquitté de son obligation d'inspection et de réclamation en vertu de l'article 377 du Code du commerce allemand, la réclamation devant être formulée par écrit. Dans le cas de matériaux de construction et autre marchandise destinée à être incorporée ou à subir une transformation ultérieure, l'inspection doit, en tout état de cause, être effectuée au plus tard immédiatement avant la transformation. Si un défaut apparaît lors de la livraison, de l'inspection ou à n'importe quel moment ultérieurement, nous devons en être avisés immédiatement par écrit. Dans tous les cas, les défauts manifestes doivent nous être signalés par écrit dans un délai de sept jours à compter de la livraison et les défauts non décelables lors de l'inspection doivent l'être dans ce même délai à compter de leur découverte. Si le client manque à son devoir de vérification et/ou de signalement des défauts en bonne et due forme, notre responsabilité pour le défaut non signalé ou signalé hors des délais impartis ou de manière incorrecte est exclue conformément aux dispositions légales. Cette règle s'applique également pour les revendications à notre encontre au titre du recours contre le fournisseur (art. 478 du Code civil allemand), lorsque la marchandise défectueuse a été transformée par le client ou par un autre entrepreneur.

Droits et réclamations pour défauts

- 5.
- a. Si la chose livrée est défectueuse, nous pouvons dans un premier temps choisir (à l'appréciation du client en cas de recours contre le fournisseur conformément aux articles 478, 479 du Code civil allemand) une exécution ultérieure en éliminant le défaut (réparation) ou une livraison d'une chose sans défaut (livraison de remplacement). Nous ne sommes pas tenus d'éliminer les défauts mineurs. Il n'est pas dérogé à notre droit de refuser une exécution ultérieure dans les conditions légales.
- b. Un recours selon l'article 445a du Code civil allemand est exclu lorsque le défaut était facilement décelable au moment du montage et du démontage de l'objet de la livraison ou lorsque le client n'a pas rempli son obligation de signalement conformément à l'article 377, paragraphe 3, du Code de commerce allemand. Par ailleurs, le client n'est pas en droit d'invoquer l'article 477 du Code civil allemand dès lors que les objets de la livraison achetés chez nous sont stockés plus de six mois avant leur revente par le client.
- c. Nous devons prendre à notre charge les dépenses rendues nécessaires par l'élimination des défauts, notamment les frais de transport, de déplacement, de travail et de matériel, ainsi que, le cas échéant, les frais de montage et de démontage, dans la mesure où un défaut a été effectivement constaté et que le fait que la chose vendue ait été transportée à un endroit autre que le lieu d'exécution n'entraîne pas une hausse de ces frais encourus.
- d. Nous pouvons exiger le remboursement des frais occasionnés suite à une demande infondée d'élimination des défauts (frais de contrôle et de transport en particulier), sauf si l'absence de défectuosité n'était pas décelable par le client.
- e. Si l'exécution ultérieure n'a pas lieu dans des délais raisonnables, deux tentatives de réparation devant par principe nous être accordées, le client peut se retirer du contrat ou réduire la rémunération. Un défaut négligeable ne justifie pas un exercice du droit de rétractation.

- f. Nous sommes en droit de conditionner l'exécution ultérieure due au paiement par le client du prix d'achat dû. Le client est toutefois en droit de surseoir au paiement d'une partie du prix d'achat proportionnelle au défaut.

Dommages et intérêts et exclusion de responsabilité

- 6. Le client peut faire valoir des droits à des dommages et intérêts et à des indemnités pour dépenses inutiles dans les conditions préalables stipulées par l'article VIII. 6.-11. ci-après. En conformité avec les dispositions légales, nous répondons des dommages et intérêts en cas de manquement intentionnel ou par négligence grave à des obligations, y compris en cas de manquement intentionnel ou par négligence grave à des obligations de la part de nos représentants légaux ou de nos auxiliaires d'exécution, ainsi qu'en cas d'impossibilité pouvant nous être imputée et en cas de manquement grave à des obligations.
- 7. Nous sommes responsables conformément aux dispositions légales en cas de violation fautive de notre part d'une obligation contractuelle (selon l'art. IV. chiffre 1. al. 2).
- 8. Dans les cas susmentionnés à l'article VIII. chiffre 6. et chiffre 7. et si le client peut faire valoir un droit à réparation d'un préjudice au lieu de la prestation, notre responsabilité est limitée à la réparation d'un préjudice typique prévisible, pour autant que nous n'ayons pas commis de faute intentionnelle.
- 9. Dans le cas d'atteinte, de notre fait, de nos représentants légaux ou de nos auxiliaires d'exécution, à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé nous sommes responsables conformément aux dispositions légales. Cette règle s'applique également dans la mesure où nous avons garanti la qualité de notre marchandise ou la réussite d'une prestation ou assumé un risque d'approvisionnement, ainsi que dans le cas d'une responsabilité pour cause de mise en danger (en particulier selon la loi sur la responsabilité du fait des produits).
- 10. Sauf stipulation contraire dans ce qui précède, toute autre responsabilité est exclue. Toute prétention du client à notre encontre, celle de nos représentants ou de nos auxiliaires d'exécution, autres que celles régies par l'article VIII. en raison d'un vice matériel, est exclue.

Prescription

- 11. Les prétentions et droits découlant de vices matériels se prescrivent au bout de 12 mois à compter de la remise de la marchandise au client. Il n'est pas dérogé aux dispositions légales spéciales obligatoires concernant la livraison finale de notre marchandise non transformée à un consommateur (recours contre le fournisseur article 478 et article 445b du Code civil allemand). En outre, le délai de prescription de 12 mois ne s'applique pas dans les cas, pouvant nous être imputés, nos représentants ou nos auxiliaires d'exécution, d'atteinte à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé, de dissimulation frauduleuse d'un défaut, de violation intentionnelle ou par négligence grave d'une obligation, de violation d'obligations contractuelles essentielles, dans les cas visés aux articles 438, paragraphe 1, no. 2, et 634a, paragraphe 1, no. 2, du Code civil allemand et dans la mesure où notre responsabilité est engagée pour cause de mise en danger (notamment selon la loi sur la responsabilité du fait des produits).

Charge de la preuve

- 12. Les dispositions de l'article VIII. sont sans préjudice d'une modification de la charge de la preuve au détriment du client.

IX. Responsabilité totale/limitation de la responsabilité/prescription :

- 1. Toute responsabilité pour des dommages et intérêts autre que celle prévue par l'article VIII ci-dessus est exclue et ce, quelle que soit la nature juridique du droit invoqué. Cette disposition s'applique tout particulièrement aux prétentions en dommages et intérêts fondées sur une faute à la conclusion du contrat, sur d'autres manquements à des obligations ou sur des prétentions délictueuses en réparation de dommages matériels conformément à l'article 823 du Code civil allemand.
- 2. La limitation visée par l'article IX. chiffre 1. s'applique également dans la mesure où le client exige de nous le dédommagement de dépenses inutiles plutôt qu'une demande de réparation du préjudice au lieu de la prestation.
- 3. Un délai de forclusion de 18 mois s'applique à la prescription des droits qui ne sont pas soumis à la prescription en raison d'un défaut de la chose, à moins qu'il ne s'agisse d'un cas visé par l'article VIII, chiffre 11, p. 3 ci-dessus. Ce délai commence à courir à compter de la prise de connaissance du préjudice et de la personne qui l'a causé.
- 4. Pour autant que la responsabilité en matière de dommages et intérêts à notre égard soit exclue ou limitée, cette règle s'applique également à la responsabilité personnelle en matière de dommages et intérêts de nos employés, salariés, collaborateurs, représentants et auxiliaires d'exécution.
- 5. L'article VIII. chiffre 12 s'applique par analogie.

X. Interdiction de cession :

La cession à des tiers de droits aux prestations, de droits au paiement, de droits à la garantie pour vices matériels ou d'autres droits secondaires ainsi que de droits à des dommages et intérêts à notre encontre n'est admise qu'avec notre accord. Il n'est pas dérogé à l'article 354a du Code de commerce allemand.

XI. Réserve de propriété/obligation d’assurance pour les livraisons en et à destination de l’Allemagne :

Réserve de propriété et revente

- 1. L’objet de la livraison demeure notre propriété jusqu’au paiement intégral du prix d’achat et au règlement de la totalité des créances, y compris tous les soldes de comptes courants et toutes les créances accessoires (frais de change, frais de financement, intérêts, etc.) et toutes les créances à venir en rapport avec la livraison (également appelée « marchandise sous réserve de propriété » dans la suite du document). La prise en compte de créances particulières dans un compte courant ou l’établissement d’un solde et la reconnaissance de celui-ci sont sans incidence sur la réserve de propriété.
- 2. Le client est en droit de transformer et de vendre l’objet de la livraison dans le cadre d’une bonne marche des affaires. Il n’y a pas de bonne marche des affaires dès lors que l’objet de la livraison n’est pas revendu sous réserve de propriété ou dès lors que l’acheteur de la marchandise sous réserve de propriété ne consent pas à la cession de la créance du prix d’achat établie à son encontre. Cette autorisation devient caduque dès que le client est en retard de paiement, qu’une demande d’ouverture de procédure d’insolvabilité a été déposée ou en cas de cessation de paiement ou de manque de capacité du client a posteriori.

Transformation

- 3. Si la marchandise sous réserve de propriété est transformée par le client en un nouveau bien mobilier, cette transformation est effectuée pour notre compte, et ce gratuitement et sans qu’il en résulte d’obligations pour nous. Nous devenons propriétaires et sommes considérés fabricants au sens de l’article 950 du Code civil allemand. En cas de transformation, du fait du client, avec d’autres marchandises qui ne nous appartiennent pas, nous acquérons la copropriété du nouveau bien au prorata de la valeur facturée de la marchandise sous réserve de propriété par rapport aux autres marchandises transformées au moment de la transformation. Le nouveau bien résultant de la transformation est soumis aux mêmes dispositions que la marchandise livrée sous réserve de propriété. Elle est réputée marchandise sous réserve de propriété au sens des présentes conditions.

Combinaison et mélange

- 4. Si la marchandise sous réserve de propriété est combinée, mélangée ou amalgamée à de la marchandise qui ne nous appartient pas conformément aux articles 947 et 948 du Code civil allemand, nous en devenons copropriétaires conformément aux dispositions légales. Si, du fait de la combinaison, du mélange ou de l’amalgame, le client acquiert la propriété exclusive, il nous transfère d’ores et déjà, à titre de garantie, la copropriété au prorata de la valeur de la marchandise sous réserve de propriété par rapport à l’autre marchandise au moment de la combinaison, du mélange ou de l’amalgame. Dans ces cas de figure, le client doit conserver gratuitement le bien dont nous sommes propriétaires ou copropriétaires et qui est également considéré comme une marchandise sous réserve de propriété au sens des présentes dispositions.

Réserve de propriété prolongée/partie intégrante d’un bien immobilier

- 5. Si la marchandise sous réserve de propriété est vendue par le client, ce dernier s’engage à vendre la marchandise sous réserve de propriété uniquement sous réserve de propriété et le client nous cède d’ores et déjà les créances nées de la revente au titre de garantie de l’ensemble de nos créances résultant de la relation commerciale. Nous acceptons cette cession. Si la marchandise sous réserve de propriété est revendue avec d’autres marchandises et/ou après avoir été transformée, combinée, mélangée ou amalgamée, la cession convenue est valable uniquement à concurrence de la valeur de la marchandise sous réserve de propriété revendue avec les autres marchandises.
- 6. Si, par suite d’une combinaison ou d’une intégration, notre marchandise devient partie intégrante d’un bien immobilier, le client nous cède le droit en découlant à concurrence de la valeur facturée de la marchandise sous réserve de propriété. Nous acceptons cette cession.

Autorisation de recouvrement et révocation de cette autorisation

- 7. Sans préjudice de notre autorisation à recouvrer nous-mêmes la créance, le client conserve le droit, sous réserve d’une révocation à tout moment, de recouvrer les créances cédées selon l’article XI. chiffre 4 et l’article IX. chiffre 5. Tant que le client s’acquitte de ses obligations de paiement envers nous et en l’absence de tout défaut de capacité, nous ne faisons pas usage de notre propre pouvoir de recouvrement. Toutefois, si tel devait être le cas, nous pouvons exiger du client qu’il nous informe des créances cédées et des débiteurs concernés, qu’il nous fournisse toutes les informations requises pour le recouvrement, qu’il nous remette les documents y afférents et qu’il notifie la cession aux débiteurs. Il n’est pas dérogé à notre droit de notifier nous-mêmes les débiteurs de la cession. Nous sommes en droit de révoquer l’autorisation accordée au client de continuer à vendre et à transformer la marchandise sous réserve de propriété.

Obligation d’information

- 8. Le client est tenu de nous informer immédiatement des mesures d’exécution forcée mises en œuvre par des tiers concernant la marchandise sous réserve de propriété ou les créances cédées et de nous remettre les documents nécessaires à l’opposition. Il lui est interdit de conclure avec ses acheteurs des accords susceptibles d’exclure ou de porter atteinte à nos droits.

Interdiction de mise en gage et de transfert de propriété à titre de garantie

- 9. Les objets de la livraison sous réserve de propriété ne peuvent être ni mis en gage au profit de tiers ni cédés à titre de garantie avant le règlement intégral des créances garanties. Le client doit nous informer immédiatement de sa cessation de paiement et/ou de la demande ou de l’ouverture d’une procédure d’insolvabilité sur son patrimoine. Dans ce cas, le droit de revente, d’utilisation de la marchandise sous réserve de propriété et l’autorisation de recouvrer les créances cédées deviennent caducs. Il n’est pas dérogé à l’article 354a du Code de commerce allemand.

Garantie excessive

- 10. Si la valeur des garanties constituées en notre faveur dépasse notre créance de plus de 10 % au total, nous sommes alors tenus, à la demande du client ou d’un tiers lésé par la garantie excessive, de restituer ou de libérer la garantie à notre discrétion. Dès que toutes nos créances nées de la relation commerciale sont réglées, la propriété de la marchandise sous réserve de propriété et la créance cédée sont transférées au client.

Obligation d’assurance

- 11. Le client conserve gratuitement pour nous la marchandise sous réserve de propriété et les documents. Il est tenu de les assurer, à leur valeur nominale contre les risques courants tels que l’incendie, le vol, le transport et les dégâts des eaux. Le client nous cède dès à présent les créances nées d’un sinistre vis-à-vis d’une assurance et/ou d’une tierce personne à concurrence de la valeur facturée de la marchandise sous réserve de propriété concernée. Nous acceptons cette cession.

Champ d’application territorial

- 12. La validité des dispositions de l’article XI. se limite aux relations entre nous et les clients dont le siège social se trouve en Allemagne ou aux livraisons effectuées en Allemagne.

XII. Réserve de propriété en cas de livraison dans d’autres pays :

Champ d’application territorial

- 1. Le présent article XII. s’applique aux livraisons effectuées dans des États autres que l’Allemagne ou à destination de l’Allemagne.

Réserve de propriété

- 2. La marchandise livrée demeure notre propriété jusqu’au paiement intégral du prix d’achat et au règlement de la totalité des autres créances, y compris tous les soldes de comptes courants et toutes les créances accessoires (frais de change, frais de financement, intérêts, etc.) et toutes les créances à venir en rapport avec la livraison. La prise en compte de créances particulières dans un compte courant ou l’établissement d’un solde et la reconnaissance de celui-ci sont sans incidence sur la réserve de propriété.

Stockage/assurance/interdiction de disposer

- 3. Jusqu’au règlement intégral du prix d’achat, le client doit stocker les objets de la livraison de manière appropriée, en préserver l’intégrité et la conformité au contrat et les assurer auprès d’une compagnie d’assurance contre tous les risques à leur valeur totale de remplacement. Sans notre accord, le client a interdiction de vendre, mettre en gage, céder à titre de garantie, louer ou disposer d’une autre manière des objets achetés.

Autres obligations du client et prise en charge des coûts

- 4. Si les droits de propriété applicables dans les pays concernés ne reconnaissent pas la réserve de propriété convenue ci-dessus à l’article XII. chiffre 1 ou si des conditions supplémentaires sont exigées, comme une exigence d’enregistrement, etc. le client est tenu, à notre demande, de nous soutenir et de coopérer afin de remplir ces exigences ou de nous fournir une garantie comparable. Les frais en découlant sont alors à la charge du client. Le client est tenu de nous notifier, de sa propre initiative, de conditions préalables dont il a connaissance en matière de garantie de propriété.
- 5. Les dispositions V. 1. à 6. ci-dessus relatives au transfert des risques ne sont pas affectées par l’article XII. 1. à 3.

XIII. Droits de propriété intellectuelle/documents/droits de propriété intellectuelle de tiers :

Droits de propriété intellectuelle

- 1. Nous nous réservons les droits de propriété et d’auteur sur tous les dessins, esquisses et documents produits par nos soins. Ils doivent être traités de manière confidentielle, bénéficient de la protection de la propriété intellectuelle conformément aux dispositions légales en vigueur et ne doivent pas être communiqués à des tiers, notamment à des entreprises concurrentes, ni être exploités par le client lui-même hors du cadre des accords contractuels.

Supports

- 2. Les dessins, esquisses et documents constituant une partie intégrante de notre offre doivent nous être retournés dans le cas où aucun contrat n’est conclu.

Droits de propriété intellectuelle de tiers

- 3. En cas de commande de marchandise ou de parties de marchandise, dont les caractéristiques de construction et de composition sont dictées par le client, il incombe à ce dernier de veiller à ce que la construction et la composition ne constituent pas une atteinte aux droits de propriété intellectuelle de tiers. Le client nous dégage de toute revendication de tiers.

XIV. Informations relatives à la protection des données :

En vertu du règlement général européen sur la protection des données, nous recueillons des données à caractère personnel. Toutes les informations à cet égard sont disponibles sur notre site www.pfeifergroup.com. Sur demande, nous pouvons également envoyer nos informations sur la protection des données en version imprimée.

XV. Lieu d'exécution/juridiction compétente/droit applicable :

Lieu d'exécution

- 1. Sauf indication contraire dans la confirmation de commande, le siège de notre société est le lieu d'exécution.

Juridiction compétente

- 2. Dans la mesure où le client est un commerçant au sens où l'entend le Code de commerce, une personne morale de droit public ou un établissement autonome de droit public, la juridiction compétente pour tous les litiges découlant directement ou indirectement de la relation contractuelle est celle du siège de notre entreprise. Nous sommes également en droit de saisir le tribunal compétent pour le siège social du client.

Droit applicable

- 3. Le droit allemand s'applique de façon exclusive, pour autant qu'aucun autre accord écrit n'ait été expressément conclu à ce sujet. L'application de la Convention de Vienne des Nations Unies relative aux contrats de vente internationale de marchandises (CVIM) du 11.04.1980 est exclue.
- 4. L'application des usages du commerce du bois (usages de Tegernsee, « Tegernseer Gebräuche » en allemand) est expressément exclue.
- 5. En cas de différence entre les versions allemande et française de nos conditions générales, le contenu de la version allemande fait foi.

Siège de l'entreprise : Kühbach
Tribunal d'immatriculation : Tribunal d'instance HRB 17387
N° TVA : ATU68284028
Directeur général : Michael Pfeifer Josef Dringel